



**Le problème ça n'est pas seulement
McKinsey, c' est le recours aux
cabinets de conseils!**

Suite au scandale McKinsey, le gouvernement avait annoncé limiter et encadrer le recours aux cabinets de conseils.

Probablement pour faire oublier ces derniers mois, McKinsey ne figure plus dans la liste des cabinets de conseil dans l'accord cadre de la DITP (Direction Interministérielle de la Transformation Publique). Certes. Mais McKinsey figure encore dans les lauréats d'un marché de l'UGAP (union des groupements d'achat publics)... Et surtout beaucoup d'autres cabinets y figurent: Boston Consulting Group, KPMG ainsi que des groupes associés à Deloitte, Capgemini et Eurogroup.

Rien qui ne change réellement donc puisque chacun-e connaît les orientations libérales de ces cabinets de conseil (pratiques fiscales douteuses, avidité de deniers publics tout en prônant la réduction des budgets, soutien aux grandes sociétés polluantes...).

Pour Solidaires Fonction Publique, ce n'est pas tel cabinet qui pose problème (bien que les événements avec Mc Kinsey ont atteint un niveau scandaleux), mais c'est bien le principe même de recours aux cabinets de conseil que nous dénonçons..

Rien ne justifie que l'Etat dépense plus de 150 millions d'euros dans les services de cabinets privés, dont le but est lucratif et qui réalisent ainsi de juteux bénéfices tout en pratiquant l'évasion fiscale. Il s'agit là d'un véritable gaspillage de l'argent public.

Cadrage et conduite de projets peuvent sans aucun doute être pris en charge en interne. Que dire du recours à des cabinets de conseil sur l'efficacité opérationnelle ? Comment confier à des gens qui ne savent rien de la fonction publique et des services publics cette mission-là ? Il s'agit là d'une forme de privatisation rampante de missions de services publics, confiées à des cabinets conseils dont on peut douter de l'indépendance, outre le coût onéreux que cela représente.

Les missions de service public doivent être réalisées par la fonction publique dont le statut garantit l'indépendance et la neutralité, au service de l'intérêt général.